



Assemblée générale

Distr. générale
24 juillet 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent
l'attention du Conseil**

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée*

Note du secrétariat

Le secrétariat a l'honneur de transmettre au Conseil des droits de l'homme le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, établi en application de la résolution 32/24 du Conseil. Dans cette résolution, le Conseil a prorogé d'un an le mandat de la Rapporteuse spéciale et lui a demandé de suivre la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée dans son rapport du 9 mai 2016 (voir A/HRC/32/47).

Dans son rapport, la Rapporteuse spéciale donne des informations sur ses activités et signale les faits nouveaux notables intervenus au niveau régional, notamment en ce qui concerne la situation des Érythréens qui fuient leur pays d'origine et la collaboration de l'Érythrée avec la communauté internationale.

La Rapporteuse spéciale note que le Gouvernement érythréen n'a fait aucun effort pour répondre aux préoccupations exprimées par la Commission d'enquête en ce qui concerne la situation des droits de l'homme et qu'il n'a montré aucune volonté de lutter contre l'impunité concernant les violations passées et en cours.

Enfin, la Rapporteuse spéciale énonce les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations persistantes des droits de l'homme et à l'impunité et pour faire en sorte que les auteurs de crimes internationaux répondent de leurs actes.

* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Activités	3
III. Évolution au niveau régional.....	4
IV. Point sur la situation des droits de l'homme	5
V. Réfugiés érythréens	8
VI. Collaboration de l'Érythrée avec des interlocuteurs extérieurs au sujet des droits de l'homme ...	11
A. Examen effectué par des mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme	11
B. Assistance de la communauté internationale	12
C. Manque de progrès	14
VII. Droits de l'homme en Érythrée : la voie à suivre pour aller de l'avant	14
A. Améliorer la situation des droits de l'homme	15
B. Obligation de rendre compte des violations passées.....	16
VIII. Conclusions et recommandations	18
A. Conclusions	18
B. Recommandations.....	19

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 32/24 du Conseil des droits de l'homme, par laquelle le Conseil a prorogé d'un an le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée et lui a demandé de suivre la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée dans son rapport du 9 mai 2016 (voir A/HRC/32/47). Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale fournit des informations sur les activités qu'elle a menées depuis la prorogation de son mandat, signale les faits nouveaux notables intervenus au niveau régional et examine l'interaction du Gouvernement érythréen avec les mécanismes des droits de l'homme. Elle donne ensuite un aperçu de la situation actuelle des droits de l'homme sur la base des informations portées à son attention au cours de la période considérée, notamment en ce qui concerne les Érythréens qui fuient leur pays d'origine et la collaboration de l'Érythrée avec la communauté internationale. Enfin, la Rapporteuse spéciale fait des propositions pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, en indiquant les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations persistantes des droits de l'homme et à l'impunité et faire en sorte que les auteurs de crimes internationaux répondent de leurs actes.

II. Activités

2. Depuis la prorogation de son mandat en juin 2016, la Rapporteuse spéciale a engagé des consultations en Suisse et en Belgique (septembre 2016), ainsi qu'en Éthiopie (novembre 2016). En mars 2017, elle a effectué des missions en Suède, en Allemagne, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Pays-Bas et en France. Elle s'est ensuite rendue en Norvège en mai 2017.

3. La Rapporteuse spéciale a axé ses discussions sur la suite donnée aux conclusions et aux recommandations de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée. Elle a étudié, de concert avec des représentants d'États Membres, d'entités des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Union africaine, ainsi qu'avec des procureurs, des enquêteurs, des représentants de ministères de la justice, des défenseurs des droits de l'homme, des représentants d'organisations de la société civile et des citoyens érythréens, les moyens de faire avancer les travaux de la Commission d'enquête. Les discussions ont porté sur la situation actuelle des droits de l'homme en Érythrée, sur les engagements régionaux et bilatéraux et sur les mesures pouvant être prises pour faire en sorte que les auteurs de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes.

4. En mars 2017, la Rapporteuse spéciale a informé le Réseau européen de points de contact concernant les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre des conclusions et recommandations de la Commission d'enquête. Elle a notamment expliqué qu'il y avait des raisons de croire que des crimes contre l'humanité avaient été et continuaient d'être commis en Érythrée.

5. La Rapporteuse spéciale a participé à deux réunions sur les droits de l'homme organisées sous les auspices de l'Union africaine, à savoir le colloque tenu à l'occasion du dixième anniversaire de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et le cinquième dialogue annuel de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance, qui ont eu lieu en novembre 2016 à Arusha en République-Unie de Tanzanie. Elle a également participé, en mai 2017 à Niamey, à la soixantième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et, avant cela, au forum sur la participation des organisations non gouvernementales (ONG) à cette session. Lors du forum sur la participation des ONG, la Rapporteuse spéciale a pris part à une table ronde sur le thème de la justice et des droits de l'homme dans le contexte des menaces contre la paix et la sécurité en Afrique, ainsi qu'à une réunion parallèle sur le principe de responsabilité pour les graves violations des droits de l'homme en Érythrée et le rôle des mécanismes régionaux y relatifs. Elle a saisi cette occasion pour informer la Commission africaine et plusieurs de ses mécanismes spéciaux des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête, ainsi que de la situation des droits de l'homme en Érythrée.

6. En mai 2017, la Rapporteuse spéciale a été invitée par le Département des politiques et des relations internationales de l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud, à participer à une réunion consacrée à la situation des droits de l'homme en Érythrée. À la suite de l'exposé de la Rapporteuse spéciale, un groupe de discussion a étudié les moyens à mettre en œuvre pour faire respecter l'obligation de rendre compte des violations des droits de l'homme, aux niveaux international et national, dans le contexte général de la lutte contre l'impunité.

7. La Rapporteuse spéciale a pris part à l'Oslo Freedom Forum de 2017, où elle a participé à une table ronde intitulée « Never again: why we fail to stop crimes against humanity » (Plus jamais : pourquoi nous échouons à mettre un terme aux crimes contre l'humanité). Dans son exposé, elle a présenté les travaux de la Commission d'enquête et les différents moyens d'établir les responsabilités pour les crimes définis dans le rapport de celle-ci et a examiné les mesures pouvant être prises pour faire en sorte que les auteurs de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes.

8. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a sollicité la coopération du Gouvernement érythréen. Elle a réitéré sa demande de visite dans le pays et a cherché à maintes reprises à s'entretenir avec des représentants du Gouvernement à Addis-Abeba, Bruxelles, Genève et New York. La Rapporteuse spéciale regrette que, malgré ces efforts, le Gouvernement érythréen a refusé de coopérer avec la titulaire de mandat pour la cinquième année consécutive. Elle reste déterminée à collaborer avec l'Érythrée en ce qui concerne l'examen des conclusions formulées par elle-même et la Commission d'enquête et les moyens que doit mettre en œuvre le pays pour honorer son obligation de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme.

III. Évolution au niveau régional

9. L'Érythrée et ses voisins immédiats ont eu des relations problématiques en raison de différends frontaliers. Certains problèmes persistent et créent une situation qualifiée par les autorités érythréennes de « ni guerre ni paix », qui justifie à leurs yeux le degré très élevé de militarisation du pays. Cette situation influe en outre sur la manière dont l'Érythrée interagit avec la communauté internationale et gère ses affaires intérieures et a des incidences très négatives sur l'exercice des droits fondamentaux des Érythréens. Il est particulièrement préoccupant de constater que la décision prise en 2002 par la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie d'attribuer la ville de Badme à l'Érythrée¹ continue de ne pas être appliquée. La Rapporteuse spéciale réaffirme que la poursuite de l'occupation de Badme par l'Éthiopie est contraire au droit international et s'associe aux appels lancés en faveur de la pleine application des dispositions de la décision (voir A/HRC/32/47, par. 134 b))². La non-application de la décision de la commission du tracé de la frontière ne saurait toutefois justifier la durée indéterminée et le caractère arbitraire des programmes de service militaire/national, pas plus que l'occupation illégale de la ville ne peut justifier les violations des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité dont ont fait état la Rapporteuse spéciale et la Commission d'enquête.

10. En 2009, le Conseil de sécurité a imposé un embargo sur les livraisons d'armes à l'Érythrée, principalement en raison du soutien qu'elle fournirait aux Chabab en Somalie. Dans son dernier rapport, le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée a déclaré ne pas avoir établi de façon formelle que l'Érythrée soutenait les Chabab. Il y décrit également l'utilisation par la coalition arabe du territoire de l'espace aérien et des eaux territoriales de l'Érythrée dans le cadre de l'offensive militaire menée contre les houthistes au Yémen, ainsi que la construction d'une base militaire permanente à l'aéroport international d'Assab et d'un nouveau port maritime permanent mitoyen (voir le document S/2016/920). En novembre 2016, le Conseil de sécurité a pris note des conclusions quant à l'absence de

¹ Recueil des sentences arbitrales internationales des Nations Unies, vol. XXV, p. 83 à 195.

² Voir également la déclaration de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en date du 13 avril 2017, disponible à l'adresse : www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2017/04/13-declaration-hr-eritrea-ethiopia-boundary-commission.

preuves d'un appui de l'Érythrée aux Chabab mais s'est déclaré préoccupé par le soutien que fournit le pays à d'autres groupes armés régionaux et son manque de coopération avec le Conseil de sécurité. Il a prolongé l'embargo sur les armes imposé à l'Érythrée (voir résolution 2317 (2016)).

11. En octobre 2016, un hélicoptère de combat aurait frappé un bateau transportant des pêcheurs du groupe ethnique afar d'Érythrée qui voyageaient de Edi à Bara-Assoli le long de la côte érythréenne, tuant une personne et en blessant sept.

12. En février 2017, le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a accusé l'Érythrée d'avoir violé l'embargo sur les armes en achetant à la République populaire démocratique de Corée du matériel de communication militaire (voir le document S/2017/150, par. 72). Le 21 mars 2017, les États-Unis d'Amérique ont imposé, conformément à la loi sur la non-prolifération visant l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie, des sanctions à la marine érythréenne et à tout successeur et toute sous-unité ou unité subsidiaire de celle-ci en raison du transfert depuis la République populaire démocratique de Corée ou l'acquisition auprès de celle-ci de technologies, de biens ou de services visés dans les listes de contrôle multilatérales³.

13. En octobre 2016, un tribunal canadien a jugé que plusieurs Érythréens, qui auraient été contraints de travailler à la mine de Bisha, pouvaient engager une action en justice contre la compagnie minière canadienne Nevsun Resources Ltd en Colombie britannique au Canada. Toutefois, la cour a estimé que cette affaire ne pouvait pas être instruite dans le cadre d'une procédure collective et que chacun des six travailleurs devait intenter un procès individuellement⁴. Les plaignants et Nevsun ont fait appel de cette décision.

IV. Point sur la situation des droits de l'homme

14. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a reçu des informations indiquant que l'Érythrée continuait à mettre en œuvre des programmes de service militaire/national arbitraires, prolongés et forcés assimilables à un esclavage, conformément aux conclusions de la Commission d'enquête.

15. Plusieurs interlocuteurs ont souligné que l'Érythrée continuait d'incorporer de force des personnes dans le service militaire/national.

16. La Rapporteuse spéciale a reçu des informations selon lesquelles le Gouvernement avait augmenté les allocations versées aux appelés enrôlés dans le service national. Cette mesure, qui représenterait une évolution positive et fort nécessaire, n'était cependant pas suffisante pour contrebalancer les autres facteurs qui faisaient que les programmes de service militaire/national pouvaient être assimilés à un esclavage. Toutefois, il existe de sérieux doutes quant à la question de savoir si le Gouvernement a réellement augmenté les allocations, étant donné qu'il impose également des déductions à diverses fins : prélèvements fiscaux, financement de la logistique et de la construction, etc. La Rapporteuse spéciale n'est pas en mesure de vérifier les informations reçues mais prie instamment le Gouvernement de renforcer la transparence du traitement des questions administratives, notamment celles qui ont un impact important sur la majorité de la population.

17. La Rapporteuse spéciale prend note des informations concernant le décès en détention d'un Témoin de Jéhovah, Tsehay Tesfamariam, à Asmara le 30 novembre 2016. Il était emprisonné au camp de Me'eter depuis janvier 2009⁵. Elle rappelle les conclusions de la Commission d'enquête concernant les mauvais traitements infligés aux minorités religieuses en Érythrée, notamment aux Témoins de Jéhovah.

³ Voir la notification du Département d'État en date du 30 mars 2017, disponible à l'adresse : <https://www.federalregister.gov/documents/2017/03/30/2017-06225/imposition-of-nonproliferation-measures-against-foreign-persons-including-a-ban-on-us-government>.

⁴ Canada, Cour suprême de la Colombie britannique, *Araya c. Nevsun Resources Ltd.*

⁵ Voir <https://www.jw.org/en/news/legal/by-region/eritrea/eritrean-witness-dies-20170130/>.

18. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a continué de recevoir des informations faisant état de nouveaux cas d'arrestation et de détention arbitraires. Les motifs des arrestations semblent être ceux précédemment relevés par la Commission d'enquête, à savoir : tenter de se soustraire au service militaire ou d'aider un membre de la famille à s'y soustraire ; essayer de quitter le pays ; pratiquer une religion non autorisée ; et manquer de respect à un haut responsable du Gouvernement ou à un responsable du Front populaire pour la démocratie et la justice, unique parti politique du pays. La Rapporteuse spéciale n'a reçu aucune communication officielle indiquant que les autorités avaient libéré des personnes détenues arbitrairement ou fourni des informations sur le sort de personnes très médiatisées victimes de disparitions forcées.

19. La Rapporteuse spéciale, agissant conjointement avec le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé en juin 2014 une communication au Gouvernement érythréen concernant l'ancien Ambassadeur d'Érythrée au Nigéria, Mohamed Ali Omaro. Les titulaires de mandat ont noté que M. Omaro aurait été arrêté à Asmara en avril 2014 et détenu au secret, sans inculpation ni jugement. Ils ont exprimé leur préoccupation quant à son bien-être, étant donné qu'il aurait été détenu au secret pendant une longue période, et au risque qu'il soit soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

20. La Rapporteuse spéciale regrette que deux ans se soient écoulés sans que le Gouvernement ne réponde à ces allégations. Selon des informations reçues d'autres sources, M. Omaro serait détenu à Karshale dans la ville d'Asmara et son état de santé se détériorerait. La Rapporteuse spéciale est très préoccupée au sujet du bien-être de M. Omaro et exhorte le Gouvernement à fournir des informations sur sa situation. L'argument mis en avant selon lequel il a été arrêté pour des raisons de « sécurité nationale » est indéfendable et ne saurait à lui seul justifier sa détention, au secret, sans comparution devant un tribunal indépendant.

21. Il semble que des personnes continuent d'être arrêtées et détenues arbitrairement en raison de leurs convictions religieuses. En août 2016, le patriarche de l'Église orthodoxe, Abune Antonios, aurait refusé de présenter des excuses au Président pour avoir demandé la libération de trois prêtres orthodoxes qui étaient détenus et refusé d'excommunier des membres de l'Église, un incident qui avait déjà conduit à sa révocation et à sa détention au secret pendant plus de dix ans. La Rapporteuse spéciale a également été informée de l'arrestation de huit chrétiens par la police militaire lors d'un raid mené contre un rassemblement près d'Asmara en août 2016. Ces personnes, dont un jeune enfant, seraient détenues à Maï Serwa. D'après les sources de la Rapporteuse spéciale, des rafles auraient été menées contre des membres de confessions religieuses non enregistrées⁶ en mai 2017. Plusieurs chrétiens ont été arrêtés à Ghinda, où avait lieu une réunion de prière, et chez eux à Adi Quala. Un Témoin de Jéhovah, arrêté en avril 2016 en raison de sa participation à une cérémonie religieuse⁷, a été libéré le 5 octobre 2016.

22. La Rapporteuse spéciale a également reçu des informations selon lesquelles des personnes étaient arrêtées parce qu'elles tentaient de se soustraire au service militaire ou aidaient d'autres personnes, à savoir leurs propres enfants, à s'y soustraire.

23. Selon des informations reçues par la Rapporteuse spéciale, l'utilisation de la torture par des responsables érythréens dans les centres de détention civils et militaires a continué au cours de la période considérée. Dans un rapport publié au début de 2017, Médecins sans frontières a indiqué que, dans les pays voisins, ses médecins avaient observé et traité des patients érythréens présentant des blessures, des cicatrices et d'autres signes de traumatismes physiques et psychologiques correspondant à leur description de la torture⁸.

⁶ Seulement quatre confessions religieuses sont reconnues, à savoir l'Église orthodoxe d'Érythrée, l'Église catholique romaine, l'Église évangélique luthérienne et l'islam sunnite.

⁷ Voir <https://www.jw.org/en/news/legal/by-region/eritrea/jehovahs-witnesses-in-prison/>.

⁸ Médecins sans frontières, *Dying to Reach Europe: Eritreans in Search of Safety* (2017), p. 11.

24. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la principale saison des récoltes en Érythrée a commencé au début novembre 2016 et devait prendre fin au début 2017. Les analyses de télédétection ont montré des perspectives favorables de production dans les grandes régions agricoles de Maekel, Debub, Anseba et Gash Barka, les saisons des pluies ayant commencé à temps en 2016, avec des précipitations considérées comme supérieures à la moyenne et bien réparties sur la plupart des zones de culture. Des conditions de végétation inférieures à la moyenne, principalement dans les pâturages, ont cependant été signalées dans les zones côtières du nord où la saison des pluies a pris fin plus tôt que prévu, à la fin du mois d'août. Néanmoins, les précipitations qui durent normalement de décembre à début mars ont débuté plus tôt, en novembre, et devraient apporter un soulagement en améliorant les conditions de pâturage et la disponibilité de l'eau⁹.

25. La FAO a toutefois maintenu l'Érythrée sur la liste des 37 pays qui ont besoin d'une aide alimentaire extérieure, principalement parce que les difficultés économiques avaient renforcé la vulnérabilité de la population à l'insécurité alimentaire¹⁰.

26. Au début de l'année, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est dit préoccupé par les conséquences de la sécheresse causée par le phénomène El Niño depuis 2015¹¹. Ces conditions avaient encore porté atteinte à la sécurité alimentaire et à la sécurité des moyens de subsistance des ménages, notamment des femmes et des enfants, et contribué au déclenchement d'une épidémie de choléra dans trois des six régions du pays¹². Sur la base des données de 2016, l'UNICEF a noté que le taux de malnutrition avait augmenté au cours des toutes dernières années dans quatre des six régions et que 22 700 enfants de moins de 5 ans seraient, selon les estimations, victimes de malnutrition aiguë sévère en 2017. La moitié des enfants érythréens souffriraient par ailleurs d'un retard de croissance, d'après les données nationales¹³.

27. Certains affirment que le Gouvernement érythréen essaie de dissimuler la véritable ampleur de la crise humanitaire dans le pays. En effet, il existe peu d'informations sur les besoins humanitaires concrets de la population érythréenne. Les principales organisations qui surveillent les indicateurs, fournissent des analyses et lancent des alertes rapides en ce qui concerne l'insécurité alimentaire ne donnent pas d'informations sur l'Érythrée¹⁴. La Rapporteuse spéciale est préoccupée par ce manque de données et souligne qu'il importe d'assurer l'accès aux services humanitaires.

28. Si certains interlocuteurs ont dit à la Rapporteuse spéciale qu'ils avaient été témoins d'une vie économique dynamique durant leurs visites en Érythrée, où les marchés étaient prospères et les boutiques bien achalandées, les Érythréens de la diaspora ont déclaré quant à eux que leurs proches dans le pays avaient du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux. La nourriture était disponible mais de nombreux ménages n'étaient pas en mesure d'acheter des produits de première nécessité adéquats et en quantité suffisante et étaient aux prises avec de graves pénuries d'eau, notamment à Asmara. Un rapport récent de l'UNICEF confirme ce constat (voir le paragraphe 26 ci-dessus). Un nombre croissant de personnes en quête de meilleures conditions de vie quitteraient actuellement les régions touchées par la sécheresse. Les limites aux retraits en espèces imposées à la suite de l'adoption par le Gouvernement du programme de remplacement des anciens billets fin 2015 ont également entravé la capacité des Érythréens d'acheter de la nourriture et d'autres produits de première nécessité.

⁹ Voir www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=ERI.

¹⁰ Voir www.fao.org/giews/country-analysis/external-assistance/fr/.

¹¹ Le Gouvernement des Pays-Bas a également souligné en février 2017 les effets néfastes en Érythrée de la sécheresse due principalement à El Niño. Voir <https://www.government.nl/latest/news/2017/02/18/government-prevent-famine-in-the-horn-of-africa>.

¹² UNICEF, « Humanitarian action for children: Eritrea » (2017). Disponible à l'adresse : [https://www.unicef.org/appeals/files/2017_Eritrea_HAC\(3\).pdf](https://www.unicef.org/appeals/files/2017_Eritrea_HAC(3).pdf).

¹³ Voir <https://www.unicef.org/appeals/eritrea.html>.

¹⁴ Voir, par exemple, le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (<https://www.fews.net/fr>). Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, il n'était pas possible de calculer un indice de la faim dans le monde pour l'Érythrée en 2016 en raison de l'indisponibilité des données pour tous les indicateurs sous-jacents (www.ifpri.org/topic/global-hunger-index).

29. Il a été signalé que, depuis octobre 2016, il est exigé des clients des cafés Internet de s'enregistrer avant de commencer à naviguer, le but étant de pouvoir accéder à l'historique de leurs recherches. Ce nouveau règlement, s'il était confirmé, entraverait plus encore la liberté d'expression. En outre, de fréquentes coupures d'électricité et des débits très lents entravent l'utilisation de l'Internet.

30. La Rapporteuse spéciale est extrêmement préoccupée par le fait que le Gouvernement n'a pris aucune mesure pour répondre aux préoccupations exprimées par la Commission d'enquête. Par exemple, il existe des motifs raisonnables de croire que des responsables érythréens ont commis des crimes contre l'humanité de façon généralisée et systématique dans des centres de détention, des camps d'entraînement militaire et d'autres endroits du pays au cours des vingt-cinq dernières années. Des crimes d'esclavage, d'emprisonnement, de disparition forcée et de torture, ainsi que d'autres actes inhumains, des actes de persécution, des viols et des assassinats ont été commis dans le cadre d'une campagne visant à instiller la peur, à dissuader toute opposition et, en fin de compte, à contrôler la population civile érythréenne depuis que les autorités ont pris le contrôle du pays en 1991.

V. Réfugiés érythréens

31. La Rapporteuse spéciale note qu'en 2016, les réfugiés érythréens constituaient le cinquième plus grand groupe de personnes arrivant en Europe par la mer Méditerranée (21 253 personnes, soit 6 % du total) et que l'Érythrée était le seul des cinq pays d'origine de ces personnes à ne pas être en proie à un conflit violent¹⁵. En ce qui concerne les arrivées en Italie, les Érythréens constituaient le deuxième plus grand groupe¹⁶.

32. L'Organisation internationale pour les migrations a constaté une augmentation récente du franchissement de la frontière, avec plus de 4 500 personnes arrivant en Éthiopie depuis le début de 2017¹⁷, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que le nombre d'Érythréens arrivant en Italie par mer pendant les trois premiers mois de 2017 était comparable à celui enregistré pour la même période de l'année précédente¹⁸.

33. Les Érythréens fuyant les violations des droits de l'homme dans leur pays d'origine continuent de faire face à des situations qui mettent leur vie en péril dans leurs tentatives pour chercher refuge dans des pays tiers. Ces difficultés augmentent en raison de refoulements opérés par des pays de la région et en Europe. Les Érythréens, comme de nombreux autres réfugiés et migrants traversant la Libye, subissent des violations des droits de l'homme au cours de leurs voyages. Ils sont soumis à la détention arbitraire, à la torture, aux mauvais traitements, aux exécutions illégales, à l'exploitation sexuelle, au travail forcé, à l'extorsion et à une multitude d'autres abus aux mains des passeurs, des trafiquants et des représentants des institutions de l'État. Des informations nombreuses et concordantes font état de viols et d'autres violences sexuelles, indiquant que les femmes sont plus exposées à la violence¹⁹. Les médias ont signalé qu'en avril 2017, les autorités libyennes avaient libéré 28 Érythréennes qui avaient été capturées et réduites en esclavage par l'État islamique d'Iraq et du Levant à Syrte. Elles étaient en détention depuis que le groupe djihadiste avait

¹⁵ HCR, « Refugees and migrants: sea arrivals in Europe », données mensuelles actualisées pour décembre 2016, consultables à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/53447>. Les quatre principaux pays étaient la République arabe syrienne, l'Afghanistan, le Nigéria et l'Iraq.

¹⁶ Voir www.unhcr.org/news/press/2017/2/58b458654/refugees-migrants-face-heightened-risks-trying-reach-europe-unhcr-report.html.

¹⁷ OIM, « OIM provides transport, access to aid for Eritrean refugees in Ethiopia » (14 mars 2017). Consultable à l'adresse suivante : www.iom.int/news/iom-provides-transport-access-aid-eritrean-refugees-ethiopia.

¹⁸ HCR, « Italy »: HCR Update n° 13 (mars 2017) Voir <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/56622>.

¹⁹ Mission d'appui des Nations Unies en Libye, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Detained and dehumanised: report on human rights abuses against migrants in Libya » (13 décembre 2016), p. 12. Consultable à l'adresse : http://www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/DetainedAndDehumanised_en.pdf.

perdu le contrôle de la ville en décembre 2016²⁰. Ces exemples illustrent les risques extrêmes que les Érythréens sont prêts à prendre pour quitter leur pays.

34. La Rapporteuse spéciale a également reçu des informations concernant la situation précaire que vivent les réfugiés érythréens afars au Yémen du fait de la prolongation du conflit dans ce pays. Le HCR a appelé l'attention sur les dangers du passage de l'Afrique au Yémen, ainsi que sur les terribles conditions et l'augmentation des risques dans ce pays, soulignant que la guerre et l'insécurité faisaient que les conditions n'étaient pas propices à l'asile²¹. Comme ces exemples le montrent, les Érythréens continuent à prendre de sérieux risques pour échapper à la situation des droits de l'homme dans leur pays d'origine.

35. La Rapporteuse spéciale prend note des efforts déployés par l'Union européenne pour faire face à l'afflux de migrants, mais elle est préoccupée par une approche qui semble être essentiellement axée sur la protection des frontières extérieures et l'augmentation des taux de retour. Elle souligne que tout effort visant à endiguer le flux de réfugiés en provenance d'Érythrée ne doit pas se faire au détriment du traitement des causes profondes des violations des droits de l'homme dans le pays, qui sont les véritables moteurs de la migration forcée hors d'Érythrée.

36. La Rapporteuse spéciale est particulièrement préoccupée par l'augmentation sensible du nombre d'enfants non accompagnés et séparés de leur famille originaires de plusieurs pays qui effectuent le voyage vers l'Europe. Quatorze pour cent de tous les arrivants (25 846 enfants), dont un grand nombre venaient d'Érythrée, étaient des enfants non accompagnés et séparés de leur famille²² ; ils étaient deux fois plus nombreux que les enfants non accompagnés et séparés de leur famille arrivés en 2015 (12 360)²³. En 2013, la Rapporteuse spéciale a informé le Conseil des droits de l'homme au sujet du nombre d'enfants qu'elle avait rencontrés dans des camps de réfugiés dans les pays voisins, dans le cadre de la fonction d'alerte rapide de son mandat. En 2016, elle a exprimé des inquiétudes au sujet de leur vulnérabilité et de leurs besoins de protection spéciaux dans les camps, pendant leur transit et à l'arrivée. Ce sujet de préoccupation est plus que jamais d'actualité. Les énormes risques encourus par un nombre croissant d'enfants se déplaçant seuls à travers les frontières internationales afin de fuir la violence, les conflits, les catastrophes, la pauvreté et l'enrôlement forcé ont également été soulignés en mai 2017 par l'UNICEF²⁴.

37. La Rapporteuse spéciale est préoccupée par la persistance de lacunes dans les systèmes de protection des enfants non accompagnés, notamment contre l'exploitation et les abus sexuels, le travail des enfants, les enlèvements par des personnes impliquées dans le trafic et/ou la traite et la détention. L'appui psychosocial nécessaire pour remédier aux troubles post-traumatiques, par exemple, fait défaut. Suite à ses entretiens avec les enfants érythréens et ceux qui connaissent bien leur situation, la Rapporteuse spéciale s'inquiète du fait que les procédures de reconnaissance des enfants réfugiés non accompagnés et séparés de leur famille ne sont pas toujours transparentes. Il y a eu des allégations selon lesquelles, dans certains pays, les autorités retardaient les décisions jusqu'à ce que les enfants deviennent des adultes. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale tient à rappeler aux États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant leur obligation de veiller, dans tous les cas, à l'intérêt supérieur de l'enfant, qui s'applique à tous les enfants se trouvant sur le territoire d'un État et relevant de sa juridiction²⁵. En conséquence, les procédures d'asile

²⁰ Reuters, « Dozens of Eritrean and Nigerian former Islamic State captives freed in Libya » (5 avril 2017). Consultable à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-europe-migrants-libya-women-idUSKBN1772NS.

²¹ HCR, « UNHCR campaign spreads awareness about dangers of Yemen sea crossings » (7 février 2017). Consultable à l'adresse suivante : www.unhcr.org/news/press/2017/2/5899ccae13/unhcr-campaign-spreads-awareness-dangers-yemen-sea-crossings.html.

²² Save the Children, *Young, Invisible, Enslaved: The Child Victims at the Heart of Trafficking and Exploitation in Italy* (novembre 2016), p. 22 et suiv.

²³ Ibid.

²⁴ UNICEF, *A Child Is a Child: Protecting Children on the Move from Violence, Abuse and Exploitation* (mai 2017), p. 14. Consultable à l'adresse : https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_A_child_is_a_child_May_2017_EN.pdf.

²⁵ Voir Comité des droits de l'enfant, observation générale n° 6 (2005) sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine, par. 12 et 13.

devraient être basées sur une évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant et tenir dûment compte de ses opinions. En outre, la Rapporteuse spéciale soutient l'appel lancé par l'UNICEF pour accélérer les procédures visant à faire en sorte que les enfants retrouvent leur famille, notamment dans les pays de destination²⁶.

38. Dans l'ensemble de l'Union européenne, environ 93 % des demandeurs d'asile érythréens ont continué à bénéficier d'une forme de protection²⁷. Cela est conforme aux directives récemment actualisées sur les pays d'origine fournies par les différents pays et étaye la conclusion du Rapporteur spécial selon laquelle les aspects critiques de la situation des droits de l'homme en Érythrée demeurent inchangés. En outre, le Bureau européen d'appui en matière d'asile, dans un rapport sur le service national et les sorties illégales d'Érythrée, a noté que les personnes qui quittaient l'Érythrée en violation du droit érythréen étaient soumises à des sanctions extrajudiciaires à leur retour²⁸. Les Érythréens qui rentrent de leur plein gré après s'être auparavant soustrait à la conscription, avoir déserté de l'armée ou quitté illégalement le pays, ne sont toutefois pas soumis aux lois draconiennes en vigueur à l'heure actuelle s'ils régularisent leur situation avec les autorités érythréennes avant leur retour. Le Bureau européen d'appui en matière d'asile souligne cependant que les Érythréens ne sont pas tous en mesure de régulariser leur situation avant leur retour, surtout s'ils ont été contraints de rentrer. Dans des informations publiées en janvier 2017 sur le programme de la milice civile érythréenne dénommée « Armée populaire », le Secrétariat d'État aux migrations suisse a noté, comme l'a fait la Commission d'enquête, que le fondement juridique de ce programme était inconnu. En outre, les personnes qui se soustraient au service national sont punies de manière incohérente par les autorités. Dans certains cas, le refus de servir n'a pas de conséquence ; dans d'autres cas, ce refus aboutit à la détention, l'enrôlement forcé dans l'armée ou le retrait de coupons alimentaires ou de patentes commerciales²⁹.

39. Certains décideurs ont cherché à réviser les politiques d'asile afin qu'il soit plus difficile aux Érythréens d'obtenir une protection, mais leurs efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès. Par exemple, en 2016, le Upper Tribunal du Royaume-Uni a annulé une décision du Gouvernement limitant la protection après avoir constaté que les demandeurs d'asile érythréens qui avaient quitté leur pays sans remplir les obligations arbitraires relatives au service militaire/national risquaient d'être considérés à leur retour comme des insoumis ou des déserteurs et encouraient donc un risque de persécution³⁰. Le Upper Tribunal s'est largement inspiré des conclusions des rapports de la Commission d'enquête. À la suite de cette décision, le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni a publié de nouvelles directives concernant l'Érythrée.

40. Le Tribunal administratif fédéral suisse a évalué la situation des Érythréens qui retournent dans leur pays d'origine de manière un peu différente. Au début de 2017, le Tribunal a estimé, dans sa décision D-7898/2015, qu'en l'absence de tout autre facteur, la Suisse n'accorderait plus le statut de réfugié aux Érythréens qui avaient quitté leur pays d'origine illégalement. Auparavant, le départ illégal d'Érythrée était jugé suffisant pour demander l'asile en Suisse car ceux qui l'avaient fait étaient considérés par les autorités érythréennes comme des traîtres et risquaient une détention de longue durée s'ils rentraient. Selon le Tribunal, la position antérieure ne pouvait plus être maintenue. Dans sa décision, le Tribunal a noté que plusieurs Érythréens vivant en Suisse, dont certains avaient quitté leur pays illégalement, avaient pu, après avoir obtenu le statut de réfugié, retourner en Érythrée pour des visites de courte durée sans être inquiétés. Le Tribunal a jugé que le statut de réfugié ne serait accordé que si les candidats pouvaient étayer leur demande par d'autres facteurs qui pourraient leur valoir d'être considérés comme indésirables par les autorités érythréennes.

²⁶ UNICEF, *A Child Is a Child*, p. 8.

²⁷ Voir http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:First_instance_decisions_in_the_EU-28_by_outcome,_selected_citizenships,_2nd_quarter_2016.png.

²⁸ Bureau européen d'appui en matière d'asile : *Country of Origin Information Report: Eritrea – National Service and Illegal Exit* (novembre 2016), p. 11.

²⁹ Voir <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/eri/ERI-volksarmee-d.pdf> (disponible en allemand uniquement).

³⁰ Voir www.eritreadaily.net/News2016/UKCOURT.pdf.

41. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale réitère ses constatations antérieures, également reflétées dans les rapports de la Commission d'enquête, selon lesquelles les autorités érythréennes considèrent ceux qui quittent l'Érythrée sans visa de sortie comme étant « dans l'illégalité ». Ceux à qui le visa de sortie est refusé sont considérés comme des insoumis ou des déserteurs, ainsi que des opposants politiques assimilables à des traîtres. Si elles rentrent, ces personnes peuvent être détenues dans des conditions inhumaines et risquent fort d'être affectées ou réaffectées à la formation et au service militaires, ce qui demeure constitutif d'esclavage et de travail forcé. En outre, ainsi que l'a indiqué le Bureau européen d'appui en matière d'asile, les rapatriés potentiels ne peuvent pas tous régulariser leur situation avec les autorités érythréennes. Comme l'a signalé la Commission d'enquête, les Érythréens à l'étranger doivent signer un formulaire de demande de services d'immigration et de citoyenneté pour régulariser leur situation avant de pouvoir solliciter des services consulaires. En signant ce formulaire, les individus reconnaissent qu'ils « regrettent d'avoir commis une infraction en n'accomplissant pas le service national » et qu'ils sont « prêts à accepter une sanction appropriée en temps voulu ». Une telle procédure donne carte blanche aux autorités pour infliger des peines arbitraires.

42. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a rencontré plusieurs personnes qui lui ont dit que des individus, qui avaient déposé une demande de regroupement familial, avaient été priées de fournir des documents émanant d'ambassades érythréennes. Il semble que des demandes analogues aient été formulées par les autorités de certains pays dans le contexte de la procédure de demande d'asile. La Rapporteuse spéciale tient à rappeler que la Commission d'enquête a obtenu des renseignements indiquant que cette documentation n'était fournie par les représentations diplomatiques de l'Érythrée à l'étranger qu'après paiement d'une taxe de réinsertion de 2 %. Le Conseil de sécurité estime que le Gouvernement érythréen utilise des méthodes illicites pour garantir le paiement de cette taxe et a décidé, dans sa résolution 2023 (2011), que l'Érythrée devait cesser d'avoir recours à l'extorsion, aux menaces de violence, à la fraude et à d'autres moyens illicites pour percevoir des impôts en dehors de son territoire auprès de ses nationaux ou d'autres personnes d'origine érythréenne.

VI. Collaboration de l'Érythrée avec des interlocuteurs extérieurs au sujet des droits de l'homme

A. Examen effectué par des mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme

43. En novembre 2016, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu sa décision relative à la communication n° 428/12 (*Dawit Isaak c. Érythrée*) concernant l'arrestation du journaliste suédo-érythréen, Dawit Isaak, par la police érythréenne, le 23 septembre 2001. Depuis cette date, M. Isaak, qui est détenu à l'isolement dans un lieu tenu secret, n'a jamais été inculpé d'aucune infraction et n'a jamais été présenté devant un juge ni autorisé à voir un avocat. Dans sa communication n° 428/12, la Commission a réaffirmé la décision qu'elle avait prise dans sa communication n° 275/03 (*Article 19 c. Érythrée*) de recommander la libération de M. Isaak et de toutes les autres personnes détenues arbitrairement. Elle a constaté que l'Érythrée, État partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, avait violé plusieurs dispositions de ladite Charte. En conséquence, elle a ordonné au Gouvernement érythréen de libérer ou de juger rapidement, dans le cadre d'un procès équitable, 18 journalistes détenus depuis septembre 2001, dont M. Isaak. La Commission a également recommandé que les détenus soient immédiatement autorisés à avoir accès à leur famille et leurs représentants légaux et a recommandé au Gouvernement érythréen de prendre des mesures appropriées pour assurer l'indemnisation des victimes d'arrestation arbitraire et de disparition forcée. La Commission a noté avec regret que l'Érythrée n'avait pas donné suite à sa précédente

décision sur la question, émise en 2003, et que, de ce fait, M. Isaak était détenu au secret depuis treize ans³¹.

44. La Commission a demandé au Gouvernement érythréen de lui faire rapport sur la mise en œuvre de la décision relative à la communication n° 428/12 dans un délai de cent quatre-vingts jours, conformément au paragraphe 2 de l'article 112 du Règlement intérieur de la Commission. Le Gouvernement ne l'a pas fait.

45. En mai 2017, M. Isaak a obtenu le Prix mondial de la liberté de la presse Guillermo Cano de l'UNESCO en reconnaissance de son courage, de sa résistance et de son attachement à la liberté d'expression. La Présidente du jury a relevé que M. Isaak était de ceux qui avaient persévéré à éclairer des zones d'ombre et à informer leurs communautés malgré tous les obstacles. Notant que M. Isaak avait passé près de seize ans en prison, sans inculpation ni jugement, elle a exprimé l'espoir que le prix serait un moyen pour le monde de dire « Libérez Dawit Isaak immédiatement ! ».

46. En janvier 2017, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant a publié ses recommandations finales concernant le rapport sur l'état de la mise en œuvre par l'Érythrée de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Le Comité a pris note des mesures prises pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, mais a regretté que les données permettant de suivre les progrès ne soient pas disponibles. Le Comité a exprimé plusieurs graves préoccupations concernant les droits des enfants. Il a noté que les enfants au camp d'entraînement militaire de Sawa continuaient d'être victimes d'actes constitutifs de torture, de traitement inhumain et dégradant ou de châtiments corporels et que les enfants de certains groupes religieux, notamment les Témoins de Jéhovah, n'étaient pas en mesure de jouir de la liberté de religion. Le Comité a noté avec préoccupation le nombre d'enfants concernés par le travail des enfants qui a été estimé par l'Organisation internationale du Travail à 183 000 en 2000. En ce qui concerne les informations faisant état de la conscription forcée d'enfants, le Comité a invité l'Érythrée à s'abstenir d'enrôler des enfants dans l'armée et les autres forces de sécurité, de veiller à ce que ceux qui violaient cette stricte interdiction soient sanctionnés et à ne pas utiliser le système éducatif pour dispenser une formation militaire avant le service militaire proprement dit. Le Comité a également noté les informations faisant état de harcèlement sexuel et de viols, en particulier dans les camps d'entraînement militaire et les institutions éducatives ou pendant les interrogatoires.

47. La Rapporteuse spéciale regrette que le Gouvernement érythréen continue de refuser l'accès en Érythrée aux experts indépendants des mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme, qui pourraient entreprendre une évaluation complète de la situation des droits de l'homme en prenant en compte les points de vue de toutes les parties, y compris les victimes.

B. Assistance de la communauté internationale

48. La Rapporteuse spéciale rappelle que les efforts déployés par diverses parties internationales pour renforcer la collaboration avec l'Érythrée représentent un pas dans la bonne direction, après des années d'isolement auto-imposé. L'équipe de pays des Nations Unies à Asmara a été étoffée avec le déploiement de plusieurs conseillers de haut niveau qui mettent l'accent sur des questions telles que la paix, le développement, la jeunesse, les migrations et la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Par le biais du onzième Fonds européen de développement, l'Union européenne également appuie l'Érythrée dans la mise en œuvre de ces recommandations. La Rapporteuse spéciale note que les recommandations formulées par les États Membres en 2014 offrent un cadre pour réaliser des progrès dans plusieurs domaines essentiels. Toutefois, elle déplore l'approche sélective adoptée par l'Érythrée vis-à-vis des recommandations, notant que le Gouvernement a principalement accepté celles relatives aux droits économiques et sociaux. Elle espère que l'assistance apportée permettra de promouvoir une mise en œuvre globale des recommandations par les autorités. Le rapport

³¹ Au moment de la rédaction du présent rapport, M. Isaak était détenu depuis plus de quinze ans.

de l'Érythrée, qui doit être examiné à la trente-deuxième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui se tiendra au début de 2019, permettra de savoir si le Gouvernement est sincèrement résolu à s'attaquer à tout l'éventail des violations graves et systématiques des droits de l'homme qui ont été signalées.

49. La Rapporteuse spéciale note que le Gouvernement érythréen continue d'accorder l'accès à des représentants d'États et d'entités internationales, y compris aux représentants des départements des migrations de divers pays d'Europe, dont l'objectif est de réévaluer les informations sur les pays d'origine utilisées par les décideurs s'occupant d'asile. Cependant, elle note également qu'aucun des visiteurs, qu'il s'agisse de diplomates étrangers ou de fonctionnaires d'organisations internationales ayant leur siège à Asmara, n'a été autorisé à se rendre dans les lieux de détention ou les centres de formation militaire, où la majorité des violations se produisent. La Rapporteuse spéciale ne dispose d'aucune information quant à la question de savoir si les acteurs internationaux demandent l'accès à ces sites ou d'être autorisés à les surveiller au cours de leurs discussions avec les responsables érythréens.

50. Malheureusement, le Gouvernement continue de refuser l'entrée en Érythrée aux organisations de la société civile. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale s'est entretenue avec des représentants d'organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme érythréens qui suivent la situation des droits de l'homme en Érythrée et établissent des rapports à ce sujet. Ils ont confirmé qu'en Érythrée, il n'y avait toujours pas de possibilité d'agir pour les organisations indépendantes de la société civile, et plus particulièrement, les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits de l'homme. La Rapporteuse spéciale se félicite de la participation accrue des défenseurs des droits de l'homme érythréens et des groupes de la société civile africaine à des réunions et manifestations telles que les conférences continentales des citoyens, qui sont organisées avant les sommets des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, ou aux forums d'ONG tenus avant les sommets de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Lors de ces événements, ils expriment leurs préoccupations et échangent des réflexions au sujet de l'état des droits de l'homme en Érythrée tout en prônant la nécessité de faire respecter l'obligation de rendre des comptes pour les violations des droits de l'homme.

51. Selon des informations parvenues à la Rapporteuse spéciale, le Bureau érythréen des affaires religieuses a fait savoir aux représentants des confessions religieuses autorisées que les membres de leurs organisations partenaires basées à l'étranger n'obtiendraient pas de visa pour se rendre en Érythrée. Alors que Finn Church Aid reste en mesure de former des enseignants en Érythrée, en collaboration avec les institutions érythréennes de formation des enseignants et des fonctionnaires de l'éducation nationale, plusieurs autres membres d'églises chrétiennes établies à l'étranger se sont vu refuser l'accès au pays.

52. Après s'être entretenue avec divers interlocuteurs, la Rapporteuse spéciale a acquis la conviction que le Gouvernement érythréen tenait à améliorer ses relations diplomatiques et à renforcer sa coopération avec la communauté internationale, y compris les entités qui s'occupent du développement. Il reste à voir, cependant, quels résultats tangibles cet engagement produira dans le domaine des droits de l'homme.

53. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a invité le Gouvernement érythréen à fournir des informations sur les mesures concrètes qu'il a prises pour remédier à la grave situation des droits de l'homme dans le pays. La Rapporteuse spéciale est au regret d'informer le Conseil des droits de l'homme que le Gouvernement n'a pas répondu.

54. Dans tous ses échanges, la Rapporteuse spéciale a demandé des informations à jour sur la situation des droits de l'homme en Érythrée. Elle était particulièrement intéressée de connaître les mesures prises par le Gouvernement pour mettre fin aux violations en cours des droits de l'homme et garantir le respect de l'obligation de rendre compte des crimes commis, comme l'a recommandé la Commission d'enquête. De vagues références ont été faites à un rapport à mi-parcours que le Gouvernement préparait dans le cadre de l'Examen périodique universel, mais, au moment de la rédaction du présent document, aucun rapport n'était disponible. Aucun des interlocuteurs n'a signalé de progrès en ce qui concerne la situation générale des droits de l'homme, et encore moins dans les domaines clefs signalés

par la Commission d'enquête dans ses recommandations adressées au Gouvernement érythréen, par exemple en ce qui a trait au service militaire/national, aux disparitions, aux exécutions extrajudiciaires, aux viols et aux violences sexuelles. En conséquence, la Rapporteuse spéciale ne peut que conclure que la situation des droits de l'homme en Érythrée ne s'est pas beaucoup améliorée.

C. Manque de progrès

55. La Commission d'enquête a transmis au Gouvernement érythréen une série de recommandations concrètes, dont aucune ne semble avoir été mise en œuvre. Comme elle l'avait déjà fait dans son compte rendu oral de mars 2017 au Conseil des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale souhaite de nouveau attirer l'attention sur le manque évident de progrès en ce qui concerne la plupart des questions les plus urgentes.

56. La Commission d'enquête avait demandé à l'Érythrée d'appliquer pleinement et sans délai la Constitution de 1997. Après que le Président, Isaias Afwerki, eut annoncé en 2014 qu'une nouvelle constitution allait être élaborée, la Rapporteuse spéciale a été informée, en 2016, qu'un comité avait été créé à cette fin. Aucun renseignement n'est disponible sur les mesures qui ont été réellement prises pour entamer un tel processus d'une manière transparente, inclusive et participative.

57. En outre, il semble que le Gouvernement n'a pris aucune mesure en vue d'une réforme qui rendrait ses programmes de service militaire/national conformes au droit international. Les Érythréens sont toujours tenus de se soumettre à un service national d'une durée indéterminée. La Rapporteuse spéciale continue de recevoir des informations faisant état de nouveaux cas d'arrestation et de détention arbitraire, alors que le Gouvernement refuse toujours d'autoriser les visites aux détenus et de fournir quelque renseignement que ce soit sur les personnes qui ont disparu, depuis plus de vingt ans dans le cas de certaines. De plus, la Rapporteuse spéciale n'a été informée d'aucune mesure que le Gouvernement aurait prises pour s'attaquer à des questions cruciales, telles que la torture et la violence sexuelle dans l'armée et les centres de détention.

58. Enfin et surtout, la Commission d'enquête avait demandé au Gouvernement de tenir responsables de leurs actes les auteurs de violations des droits de l'homme et de crimes contre l'humanité commis par le passé et en cours, notamment l'esclavage, l'emprisonnement, la disparition forcée, la torture et autres actes inhumains, la persécution, le viol et le meurtre, en mettant en place des mécanismes indépendants, impartiaux et respectueux des spécificités hommes-femmes, et d'assurer aux victimes des recours utiles, notamment en leur accordant le droit à la vérité et à réparation. La Rapporteuse spéciale regrette profondément que le Gouvernement érythréen n'ait fait aucun effort pour donner suite à ces recommandations et qu'il n'ait fait preuve d'aucune volonté de lutter contre l'impunité des auteurs de violations passées et en cours.

VII. Droits de l'homme en Érythrée : la voie à suivre pour aller de l'avant

59. À partir de 2012, l'année où le Conseil des droits de l'homme a établi son mandat, la Rapporteuse spéciale a passé deux ans à asseoir son rôle, consacrant un temps et des efforts considérables à l'établissement de liens avec le Gouvernement érythréen. Cette première étape a été suivie par une période au cours de laquelle elle a agi pour faire en sorte que son mandat reste fort et adapté à la situation, pendant que la Commission d'enquête poursuivait ses travaux. Elle entend désormais consacrer des ressources disponibles à la lutte contre l'impunité, dans le cadre d'une coopération avec diverses parties prenantes, dont des victimes, des survivants, des familles, des militants des droits de l'homme et des avocats dans leur quête de justice et leurs efforts pour obtenir que les auteurs de violations des droits de l'homme rendent compte de leurs actes.

60. À la lumière des graves conclusions de la Commission d'enquête, la Rapporteuse spéciale estime qu'il n'est plus possible de faire comme si de rien n'était. Les Érythréens ont été et continuent d'être victimes de graves abus, dont certains constituent des crimes

contre l'humanité, alors que le Gouvernement persiste à nier la gravité de la situation des droits de l'homme et d'en détourner l'attention. En outre, la Rapporteuse spéciale est convaincue qu'il n'y aura pas de solution durable à l'exode des réfugiés érythréens tant que le Gouvernement ne s'acquittera pas de ses obligations en matière des droits de l'homme. Les rapports de la communauté internationale avec l'Érythrée doivent être fermement guidés par les règles et les normes internationales relatives aux droits de l'homme afin qu'il soit mis fin aux violations et à l'impunité.

A. Améliorer la situation des droits de l'homme

61. La Rapporteuse spéciale suggère de mettre l'accent sur quelques domaines concrets pour aider les États membres et la communauté internationale dans son ensemble à évaluer les changements positifs dans la situation des droits de l'homme en Érythrée. S'il veut réellement regagner la confiance de son peuple, le Gouvernement érythréen doit prouver qu'il est disposé à s'attaquer aux problèmes clefs relevés par la Commission d'enquête et la Rapporteuse spéciale. Il doit apporter la preuve de sa volonté sincère et de sa ferme détermination à réaliser des progrès dans plusieurs domaines en prenant les mesures concrètes présentées ci-après, qui sont fondées sur les recommandations formulées par la Rapporteuse spéciale et la Commission d'enquête à son intention. Ces mesures peuvent servir à définir des objectifs précis assortis de délais à l'aune desquels les éventuels progrès pourront être jugés.

62. Le Gouvernement érythréen devrait indiquer les mesures qu'il a prises pour :

- a) Mettre en place sans délai un système judiciaire indépendant, impartial et transparent, et garantir à chacun l'accès à la justice ;
- b) Autoriser la création de partis politiques et l'organisation d'élections démocratiques libres, justes et transparentes à tous les niveaux ;
- c) Permettre aux militants des droits de l'homme et aux organisations indépendantes de la société civile, dont les organisations de promotion de la femme, de mener leurs activités sans entrave ni ingérence ;
- d) Mettre fin au service militaire/national de durée indéterminée en limitant ce service aux dix-huit mois prévus par la proclamation de 1995 relative au service national pour tous les conscrits actuels et futurs ;
- e) Mettre immédiatement un terme aux actes de torture et aux mauvais traitements, à la violence sexuelle et à l'asservissement des conscrits ;
- f) Cesser d'astreindre au travail forcé des conscrits, des détenus, des membres de l'« Armée populaire » et des réservistes ;
- g) Mettre fin à la pratique des arrestations et de la détention sans fondement juridique et libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes en détention illégale et arbitraire ;
- h) Donner des informations sur le sort des personnes privées de liberté physique et sur le lieu où elles se trouvent ;
- i) Fournir immédiatement des informations sur tous les prisonniers de guerre et les libérer rapidement ;
- j) Permettre aux représentants en justice des détenus et aux membres de leur famille de leur rendre immédiatement visite ;
- k) Autoriser un contrôle indépendant de tous les lieux de détention en ce qui concerne la légalité et les conditions de détention ;
- l) Permettre immédiatement à des observateurs indépendants, dont le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et d'autres organisations reconnues, d'accéder sans entrave à tous les lieux de détention, officiels ou non, de vérifier la légalité des placements en détention, le traitement des détenus et les conditions de détention et

d'effectuer des visites périodiques et sans préavis dans ces lieux, et mettre rapidement en œuvre leurs recommandations ;

m) Mettre fin sans délai au recours à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements, établir des mécanismes de plainte appropriés et veiller à ce que toutes les allégations de torture et de mauvais traitement fassent l'objet d'enquêtes rapides et sérieuses, afin que les auteurs de tels actes soient traduits en justice ;

n) Mettre un terme à la discrimination fondée sur l'appartenance religieuse ou l'origine ethnique ;

o) Interdire l'affectation de femmes et de filles aux quartiers des officiers à des fins de servitude domestique et appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles dans l'armée et dans les centres de détention.

B. Obligation de rendre compte des violations passées

63. La Commission d'enquête avait demandé au Gouvernement de veiller à ce que les auteurs de violations des droits de l'homme et de crimes contre l'humanité commis par le passé et en cours, dont l'asservissement, l'emprisonnement, la disparition forcée, la torture et autres actes inhumains, la persécution, le viol et le meurtre, rendent compte de leurs actes, en mettant en place des mécanismes indépendants, impartiaux et respectueux des spécificités hommes-femmes, et d'offrir aux victimes des recours utiles, notamment en leur accordant le droit à la vérité et à réparation. Elle a cependant noté que de profondes réformes institutionnelles et législatives seraient nécessaires avant que le système judiciaire national ne puisse demander des comptes aux auteurs d'infractions d'une manière juste et transparente.

64. Étant donné que l'Érythrée n'est pas partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, la Cour ne sera compétente que si elle est saisie par le Conseil de sécurité ou si l'Érythrée accepte sa compétence. Par conséquent, la Commission d'enquête a recommandé au Conseil de sécurité de saisir de la situation en Érythrée le Procureur de la Cour pénale internationale. Au cours de son dialogue avec l'Assemblée générale en octobre 2016, la Rapporteuse spéciale a fait connaître aux États Membres les conclusions de la Commission d'enquête, à savoir qu'il existait des motifs raisonnables de croire que les autorités érythréennes commettaient des crimes contre l'humanité depuis 1991. La Rapporteuse spéciale a demandé aux États Membres d'adopter une résolution pour demander que le rapport de la Commission d'enquête soit transmis au Conseil de sécurité et que le Procureur de la Cour pénale internationale soit saisi de la situation des droits de l'homme en Érythrée. Pour des raisons sans rapport avec la situation des droits de l'homme en Érythrée, il est peu probable que la saisine de la Cour pénale internationale soit pour demain.

65. En outre, la Commission d'enquête a recommandé qu'un mécanisme d'établissement des responsabilités soit créé sous l'égide de l'Union africaine et appuyé par la communauté internationale aux fins d'enquêter sur les personnes à propos desquelles il existe des motifs raisonnables de croire qu'elles ont commis des crimes contre l'humanité, de les poursuivre et de les juger. L'objectif principal de la participation de la Rapporteuse spéciale à différents forums consacrés aux droits de l'homme tenus sous les auspices de l'Union africaine, ainsi que de sa mission auprès de celle-ci, était de mettre en œuvre cette recommandation. Les premiers contacts nécessaires ont été établis et le rapport de la Commission d'enquête a été transmis aux dignitaires et fonctionnaires de l'Union africaine concernés. Le but est de faire en sorte que la situation des droits de l'homme en Érythrée devienne, étape par étape, une question urgente au niveau de l'Union africaine, de façon que l'idée de créer un mécanisme d'établissement des responsabilités pour les crimes internationaux commis en Érythrée obtienne suffisamment de soutien pour devenir une réalité.

66. Comme autre moyen de lutter contre l'impunité, la Commission d'enquête a recommandé aux États membres d'exercer leur compétence pour juger les crimes contre l'humanité lorsqu'un auteur présumé se trouve sur leurs territoire ou d'extrader l'intéressé

vers un autre État conformément à leurs obligations internationales. Étant donné que les deux options susmentionnées exigent un travail de longue haleine, il est essentiel, comme le prévoient les conclusions de la Commission d'enquête, d'examiner d'autres approches qui permettraient d'établir les responsabilités pour des violations des droits de l'homme lorsque de telles violations constituent des crimes contre l'humanité.

67. Certains pays sont dotés de mécanismes d'établissement des responsabilités qui peuvent être sollicités pour rendre justice aux victimes de crimes internationaux au niveau national. Compte tenu des difficultés politiques et pratiques inhérentes au renvoi de la situation par le Conseil de sécurité à la Cour pénale internationale, ces mécanismes peuvent offrir un recours immédiat et des solutions concrètes aux victimes en quête de justice. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a tenu une série d'entretiens pour examiner les possibilités que pouvait offrir l'exercice de la compétence universelle.

68. La compétence universelle est la capacité qu'a le tribunal d'un État de juger une personne coupable d'un crime commis en dehors du territoire de cet État et qui n'est lié à cet État ni par la nationalité du suspect ou de la victime ni par le préjudice porté à ses intérêts nationaux³².

69. Différents pays ont adopté des lois qui habilent les tribunaux nationaux à exercer une compétence universelle, y compris pour les crimes qui ont été signalés par la Commission d'enquête quels que soient la nationalité de la victime ou de l'auteur ou l'endroit où le crime a été commis. D'après une étude de 2012, 163 États pourraient exercer la compétence universelle pour un ou plusieurs crimes définis par le droit international, soit en tant que tels, soit en tant que crimes ordinaires visés par la législation interne³³. Les États qui ont érigé en infraction pénale les crimes contre l'humanité ou la torture et ont prévu une compétence universelle pour ces crimes pourraient exercer cette compétence pour juger les Érythréens suspectés de les avoir commis. Une telle mesure serait conforme aux principes énoncés dans le préambule du Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui prévoit, notamment, qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de crimes internationaux.

70. Une importance de plus en plus grande est accordée à la compétence universelle dans le cas des victimes qui cherchent à obtenir justice. En 2016, 13 pays ont engagé 47 procédures judiciaires en se fondant sur le principe de compétence universelle, soit sept de plus que l'année d'avant et 10 de plus qu'en 2014³⁴. Dans une affaire qui a fait date en 2016, l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré a été condamné par un tribunal spécial créé au Sénégal pour des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des actes de torture, dont le viol et l'esclavage sexuel. Une coalition de victimes et d'organisations de la société civile avait créé les conditions nécessaires pour que des poursuites puissent être menées au titre du principe de compétence universelle. Cette affaire est encourageante pour toutes les victimes de crimes contre l'humanité puisqu'elle signifie qu'elles peuvent être une force motrice dans la lutte contre l'impunité et les efforts visant à traduire en justice les auteurs de tels crimes, quel que soit leur rang³⁵.

71. En 2012, à sa vingt et unième session ordinaire, le Conseil exécutif de l'Union africaine a adopté, sur recommandation de ministres de la justice et de procureurs généraux, un modèle de loi nationale sur la compétence universelle pour les crimes internationaux³⁶.

³² Voir le rapport du Rapporteur spécial sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre, présenté à la Commission du droit international à sa cinquante-huitième session (A/CN.4/571, par. 31). Voir également Amnesty International, *Universal Jurisdiction: Strengthening This Tool of International Justice* (Londres, 2012) p. 6.

³³ Ibid., p. 24.

³⁴ Trial International, European Centre for Constitutional and Human Rights, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation internationale Baltasar Garzón et Redress, *Make Way for Justice #3: Universal Jurisdiction Annual Review 2017* (Genève).

³⁵ Pour davantage d'informations sur cette affaire, voir Reed Brody, *Victims Bring a Dictator to Justice: the Case of Hissène Habré* (Bread for the World, Berlin, 2017).

³⁶ Décision 708 (XXI) du Conseil exécutif de l'Union africaine, disponible à l'adresse : www.un.org/en/ga/sixth/71/universal_jurisdiction/african_union_e.pdf. La question de la compétence universelle a également été examinée dans le cadre des rapports entre l'Union africaine et l'Union européenne

Ce modèle est un instrument non contraignant visant à aider les États membres de l'Union africaine à adopter une législation nationale sur l'exercice de la compétence universelle pour les crimes internationaux ou à renforcer cette législation là où elle existe déjà et à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Le modèle de loi doit permettre de lutter contre l'impunité pour les crimes visés, dont les crimes contre l'humanité, de prévoir une entraide et une coopération entre États sur le plan judiciaire et d'assurer aux victimes des services de réadaptation et une réparation.

72. Dans le contexte européen, la création du Réseau européen de points de contact en ce qui concerne les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre a sans aucun doute aidé à augmenter le nombre d'affaires jugées au titre de la compétence universelle. Le secrétariat du Réseau, qui se trouve à La Haye aux Pays-Bas, rassemble des procureurs, des enquêteurs, des représentants de ministères de la justice et des fonctionnaires judiciaires, durant ses réunions biennuelles, auxquelles participent également des représentants des États observateurs, en vue d'un échange d'informations. Il vise à faciliter la coopération entre les autorités nationales dans le cadre des poursuites engagées contre des auteurs de crimes internationaux.

73. L'application effective de la compétence universelle dépendra largement de la disponibilité des structures, des capacités et des ressources nécessaires pour faire en sorte que les auteurs de crimes internationaux rendent compte de leurs actes. D'après la Commission d'enquête et la Rapporteuse spéciale, il est peu probable que le Gouvernement érythréen autorise des enquêteurs et des procureurs à se rendre en Érythrée pour recueillir des preuves ou accepte d'extrader des suspects vers des pays tiers. Dans de telles situations, des organisations de la société civile apportent leur aide en recueillant des informations sur les graves violations des droits de l'homme pouvant servir de preuves aussi bien dans le cadre de procès en cours sur le sol national que dans de futures enquêtes à l'échelle internationale. La Rapporteuse spéciale pose cependant la question de savoir si, dans le cadre des enquêtes au niveau national, les informations recueillies par la société civile seront acceptées en tant que preuves. Il convient d'examiner attentivement ces questions avant toute initiative. La Rapporteuse spéciale rappelle également qu'à la fin du mandat de la Commission d'enquête, les informations rassemblées par celle-ci ont été transmises au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui pourrait les rendre disponibles aux fins de l'établissement des responsabilités lorsque les questions de confidentialité et de protection auront été réglées.

74. Il existe d'autres difficultés importantes, par exemple l'immunité accordée à des agents de l'État en fonction et le fait que les auteurs présumés de crimes se rendent rarement à l'étranger. En outre, les efforts déployés pour engager des procédures au titre de la compétence universelle n'aboutiront probablement à rien en l'absence d'une volonté politique aussi bien au niveau national que sur le plan international. Des membres de la société civile peuvent, en coopération étroite avec les survivants, les victimes et les organisations de victimes, contribuer grandement à l'émergence d'une telle volonté politique et à son renforcement, comme cela s'est produit dans l'affaire Hissène Habré. Au cours de l'année à venir, la Rapporteuse spéciale prévoit de mettre l'accent sur la sensibilisation aux mécanismes d'établissement des responsabilités opérationnels au niveau national et au rôle des victimes en la matière.

VIII. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

75. **Le Gouvernement érythréen s'est constamment montré réticent à s'acquitter de ses obligations et ses engagements au titre des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme.**

(voir le rapport du Groupe d'experts ad hoc UA-UE sur le principe de compétence universelle, disponible à l'adresse : <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%208672%202009%20REV%201>).

76. Des réformes urgentes sont nécessaires en ce qui concerne le service militaire/national, qui se caractérise par sa durée indéterminée et les conditions difficiles dans lequel il se déroule – deux aspects qui sont contraires aux droits de l’homme des conscrits. Le système judiciaire érythréen, y compris son tribunal spécial chargé de juger les affaires complexes, n’est pas adapté pour poursuivre les auteurs de crimes internationaux. Il n’existe toujours pas d’institutions solides fondées sur la règle de droit capables de protéger efficacement les droits de l’homme. Le refus persistant du Gouvernement de reconnaître l’existence de l’exploitation et de la violence sexuelles dans l’armée constitue également un déni des droits des femmes et doit cesser. La Rapporteuse spéciale est convaincue qu’ignorer la volonté des survivants et des victimes de violations des droits de l’homme érythréens qui réclament la justice et demandent qu’il soit fait en sorte que les auteurs de violations rendent compte de leurs actes aura des conséquences dévastatrices et perpétuera le cercle vicieux de l’impunité.

B. Recommandations

77. La Rapporteuse spéciale note que le Gouvernement érythréen a ignoré l’essentiel des recommandations qu’elle avait formulées dans ses précédents rapports, n’ayant donné suite qu’à deux d’entre elles, à savoir celles tendant à ce qu’il ratifie la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et sollicite l’assistance technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme. Toutes les recommandations de la Commission d’enquête sont restées lettre morte. La Rapporteuse spéciale réitère donc ses recommandations ainsi que celles de la Commission d’enquête.

1. Gouvernement érythréen

78. La Rapporteuse spéciale recommande au Gouvernement érythréen :

- a) De communiquer des informations concrètes sur les mesures qu’il a prises pour mettre immédiatement un terme aux crimes contre l’humanité et aux violations des droits de l’homme dénoncés par la Rapporteuse spéciale et la Commission d’enquête ;
- b) De libérer immédiatement et sans conditions toutes les personnes détenues de façon illégale et arbitraire, y compris les 11 membres du G15 qui sont actuellement emprisonnés, les journalistes et les membres de groupes religieux ;
- c) D’autoriser immédiatement les médias indépendants et les organisations de la société civile à opérer librement, sans entraves ni ingérence ;
- d) D’enquêter rapidement sur les allégations de viol et de violence sexuelle dans les centres de service militaire/national et établissements de l’enseignement secondaire, tels que le centre d’entraînement militaire de Sawa, et d’engager immédiatement des poursuites contre les responsables ;
- e) De mettre en place un groupe de travail sur la violence sexuelle et sexiste dans l’armée pour traiter les violations passées et en cours ;
- f) D’adopter des protocoles pour prévenir les nouveaux cas tout en fournissant un soutien aux victimes ;
- g) De prendre des mesures concrètes pour garantir un processus véritablement participatif en préparation du prochain examen de l’Érythrée au titre de l’Examen périodique universel afin d’assurer que l’ensemble du processus reflète correctement les divers points de vue des organisations de la société civile œuvrant pour la protection des droits de l’homme en Érythrée.

2. États membres et organisations internationales

79. La Rapporteuse spéciale recommande aux États membres et aux organisations internationales :

a) De veiller à ce que les responsables de violations graves des droits de l'homme en Érythrée répondent de leurs actes, notamment en agissant pour que le Conseil de sécurité saisisse de la situation du pays la Cour pénale internationale, eu égard à la conclusion de la Commission d'enquête selon laquelle il existe des motifs raisonnables de croire que des crimes contre l'humanité ont été commis ;

b) D'exercer leur compétence pour connaître des crimes contre l'humanité lorsqu'un auteur présumé d'un tel acte quel qu'il soit se trouve sur le territoire d'un État Membre ou de l'extrader vers un autre État, comme le requièrent les obligations qu'elles ont contractées au niveau international ;

c) D'accorder le statut de réfugié aux Érythréens qui recherchent une protection, conformément aux dispositions du droit international régissant l'asile, en particulier la Convention relative au statut des réfugiés, de respecter le principe de non-refoulement et de mettre un terme aux arrangements bilatéraux ou autres qui mettent en danger la vie de ceux qui demandent l'asile ;

d) De surveiller attentivement la situation en Érythrée tant qu'il ne sera pas manifeste que des progrès tangibles ont été réalisés en ce qui concerne les droits de l'homme, et de veiller à ce que ces droits occupent une place centrale dans toutes leurs relations avec l'Érythrée ;

e) De coopérer étroitement avec les militants des droits de l'homme érythréens et les organisations de la société civile pour garantir que les droits de l'homme demeurent au cœur de tout échange avec le pays, en gardant à l'esprit les conclusions de la Commission d'enquête.

3. Union africaine

80. La Rapporteuse spéciale réitère la recommandation de la Commission d'enquête concernant la mise en place, sous l'égide de l'Union africaine, d'un mécanisme d'établissement des responsabilités approprié qui sera chargé d'assurer que les auteurs de crimes contre l'humanité commis en Érythrée répondent de leurs actes de façon à assurer la justice et à parvenir à la vérité.

4. Organisations de la société civile

81. La Rapporteuse spéciale recommande aux organisations de la société civile :

a) De créer des réseaux unissant des victimes de crimes contre l'humanité et d'autres violations des droits de l'homme, des militants des droits de l'homme et leurs partenaires aux niveaux régional et mondial et d'appuyer ceux qui existent déjà ;

b) De développer des compétences et de chercher des moyens de renforcer les capacités pour continuer de surveiller la situation des droits de l'homme, de recueillir des informations et de faire rapport à ce sujet, ainsi que de mener la lutte contre l'impunité dans le cadre de leur quête de justice.